



# La résilience en tant que thématique de la coopération au développement - Définition et caractéristiques

## Définition et pertinence scientifique de la notion de résilience

La définition de la résilience utilisée dans la coopération allemande au développement est basée sur une définition de l'Agence britannique pour le développement international (DFID) :

La résilience désigne la capacité des pays, des communautés et des ménages à gérer un changement, en conservant ou en transformant leur niveau de vie face aux chocs et stress tels que sécheresses ou conflits violents, sans compromettre leurs perspectives à long terme »<sup>1</sup>

La résilience de systèmes<sup>2</sup> dépend par conséquent de deux qualités essentielles, à savoir la robustesse et l'adaptabilité. Un aspect intimement lié à la notion de résilience est la vulnérabilité. Dès les années 1980, des sociologues et chercheurs en environnement se sont intéressés à cette thématique. La vulnérabilité désigne une situation d'incertitude, de vulnérabilité et d'insécurité face à des menaces externes.<sup>3</sup> Dans les approches pour l'évaluation de la vulnérabilité sociale, les différents degrés de vulnérabilité de différents

groupes sont pris en compte.<sup>4</sup> Dans ce contexte, les relations de pouvoir et les questions de genre sont considérées comme des causes de vulnérabilité.

Le lien existant entre résilience et vulnérabilité donne lieu à un débat controversé : d'une certaine façon, la résilience peut être perçue comme opposée à la vulnérabilité, de sorte que l'absence de l'une laisse présager la présence de l'autre.<sup>5</sup> Mais globalement, l'idée qui paraît s'imposer est celle de deux concepts autonomes mais souvent liés entre eux, et qui présentent chacun des avantages spécifiques.

Depuis les années 1990, les experts de l'environnement s'intéressent de plus en plus aux notions de vulnérabilité et de résilience, de sorte que ces notions sont désormais ancrées dans le champ thématique des écosystèmes et considérées en lien avec le phénomène du changement climatique.

## Le débat sur la résilience dans la coopération au développement

Au début des années 2000, le débat sur la résilience a connu un regain d'intérêt dans la coopération au développement à la suite de phénomènes naturels tels que sécheresses ou inondations. Mais il y a eu aussi la hausse des prix des pro-

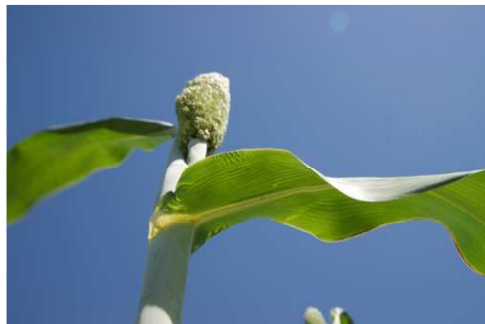
<sup>1</sup> DFID 2011 : Defining Disaster Resilience: "The ability of countries, communities, and households to manage change, by maintaining or transforming living standards in the face of shocks or stresses – such as drought or violent conflict – without compromising their long-term prospects."

<sup>2</sup> Comme il a déjà été indiqué dans l'introduction de ce recueil de fiches thématiques, la recherche sur la résilience applique une approche systémique : les individus et les ménages évoluent dans un système de vie, vivent dans un système agro-écologique et sont partie intégrante d'un système de protection politique et sociale.

<sup>3</sup> Chambers, R. (1989) : Editorial Introduction : Vulnerability, Coping and Policy. IDS Bulletin Vol. 20

<sup>4</sup> Downing, T.E. ; Aerts, J. ; Soussan, J. ; Barthelemy, O. ; Bharwani, S. ; Ionescu, C. ; Hinkel, J. ; Klein, R.J.T. ; Mata, L.J. ; Martin, N. ; Moss, S., Purkey, D. et Ziervogel, G. (2006) : Integrating social vulnerability into water management. SEI Working Paper and Newater Working Paper No. 4. Stockholm Environment Institute, Oxford.

<sup>5</sup> Holling, C.S. (2001) : Understanding the Complexity of Economic, Ecological, and Social systems.



duits alimentaires en 2008, qui a fait naître une réelle volonté de créer des mécanismes et stratégies qui permettraient aux populations touchées de mieux se protéger face aux chocs et aux crises.

Le développement rural s'intéresse au « bien-être » des individus, dans leurs différents rôles au sein d'un ménage et d'une communauté et comme citoyens d'un pays. Ces individus entrent en interaction avec les systèmes agro-écologiques qui les entourent, agissent au sein de systèmes de marché, disposent de réseaux sociaux, utilisent des services publics et sont protégés et réglementés par des lois et des institutions. Rappporter la résilience uniquement aux écosystèmes ne serait donc pas suffisant pour aider les individus à mieux surmonter les crises.

## Approches pour l'évaluation de la résilience

La coopération au développement vise à améliorer les conditions de vie des populations dans les pays partenaires. Elle se doit d'induire des résultats vérifiables, tant par souci de légitimation qu'à des fins de pilotage. Le monde de la recherche et celui de la pratique ont la même volonté de mesurer le renforcement de la résilience, mais chacun aborde cette thématique sous des angles différents :

Quand la vulnérabilité et la résilience sont perçus comme des concepts opposés, il en résulte pour la mesure un chevauchement important : la diminution de la vulnérabilité contribue au renforcement de la résilience, de sorte que la résilience peut en partie être décrite au moyen d'indicateurs de vulnérabilité.

Un autre angle d'approche pour l'évaluation de la résilience est le temps écoulé jusqu'au rétablissement de la situation initiale après un choc ou un stress. Dans ce contexte, l'accent est mis sur les facteurs en rapport avec la gestion de la situation avant et après la survenue d'un choc ainsi que sur la question de savoir si le système revient ou non à son état initial.

Certains scientifiques pensent qu'il est fondamentalement impossible de mesurer la résilience et qu'on peut seulement l'illustrer<sup>6</sup>. Ils préconisent donc une mesure « relative » de la résilience (plus résilient qu'auparavant, plus résilient que d'autres). L'évaluation se fait au moyen de comparaisons quantitatives de l'équipement de systèmes<sup>7</sup> ou à l'aide d'analyses de tendances permettant de comparer entre eux des individus, des ménages, des groupes de population, des communautés ou des régions.<sup>8</sup>

<sup>6</sup> Deutsche Welthungerhilfe (DWHH) (2013) : 2013 Welthungerindex, Herausforderung Hunger: Widerstandsfähigkeit stärken, Ernährung sichern.

<sup>7</sup> Reij, Chris ; Tappan, G. ; Belemvire A. (2005) : Changing land management practices and vegetation on the Central Plateau of Burkina Faso (1968 – 2002). In: Journal of Arid Environments 63

<sup>8</sup> Pestel-Institut 2010, Lukesch et al. 2010

Cette vision de la résilience comme processus correspond également à l'approche des *Resilience and Vulnerability Pathways* (voies de la résilience et de la vulnérabilité) : lorsque des ménages ou des collectivités sont à même de développer des capacités d'adaptation pour gérer le stress, ils ou elles se trouvent, selon cette logique, sur une voie de résilience.

Ces approches illustrent l'évolution de la résilience de manière plutôt pertinente. Toutefois, un aspect important concernant la résilience est la « dimension apprenante » : l'aptitude à développer et renforcer les capacités d'apprentissage et d'adaptation. Le chapitre suivant reviendra sur cet aspect.

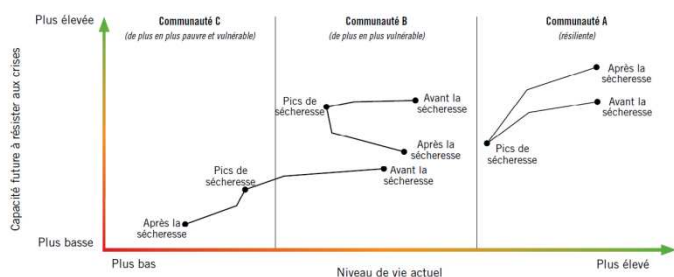
## Illustration des chocs et crises et des moyens de les surmonter

Afin de pouvoir proposer des mesures ciblées et pertinentes pour renforcer la résilience, il nous faut d'abord comprendre l'action des acteurs intervenant dans les ménages. Les ménages sont plus ou moins bien dotés selon le cas. Leurs ressources économiques englobent des moyens de production tels que les terres, l'eau, les machines agricoles, les engrais, les semences, les animaux, la force de travail, les connaissances technologiques, l'accès physique aux marchés et aux systèmes financiers ainsi que les sources de revenus alternatives. Leurs ressources sociales se caractérisent par le nombre des membres de la famille (productifs et non productifs d'un point de vue économique), par leur niveau d'éducation, leur adhésion à des réseaux de protection sociale et leur accès social aux marchés.

Un ménage utilise ses moyens de production et le produit de son travail pour la consommation, soit directement pour assurer l'alimentation des membres de la famille ou pour réaliser des revenus par la vente de produits. Ces revenus lui permettent d'acheter des denrées et d'accéder à des services de base comme l'éducation et la santé. Quand un ménage ou une exploitation subit une crise ou un choc, les rendements et les revenus baissent, ce qui influe négativement sur la situation alimentaire et le pouvoir d'achat des ménages. La conséquence directe est un accès réduit aux services de base. Bon nombre d'exploitations tentent alors de se sortir d'affaire en vendant des biens matériels (moyens de production), ce qui leur permet à court terme de garder l'accès à des denrées et services, mais les affaiblit et les rend plus vulnérables à long terme, car cela détruit les bases de production du ménage.

La figure 1<sup>9</sup> montre comment trois collectivités vivant de l'élevage gèrent la crise avant et après un épisode de sécheresse au regard de leur « niveau de prospérité » et de leur « capacité future à surmonter les crises ».

<sup>9</sup> Deutsche Welthungerhilfe (DWHH) (2013) : 2013 Welthungerindex, Herausforderung Hunger: Widerstandsfähigkeit stärken, Ernährung sichern.



Source: Deutsche Welthungerhilfe (DWHH); Indice de la faim dans le monde 2013, p. 22.

Après la sécheresse, la collectivité C tombe à un bas niveau tant en termes de niveau de vie qu'en ce qui concerne la capacité à surmonter les crises, et est classifiée comme étant « de plus en plus pauvre et menacée ».

La collectivité B atteint après la sécheresse un niveau de vie similaire à celui qu'elle avait auparavant, mais ses capacités à surmonter une crise future ont diminué. Elle est alors catégorisée comme étant « de plus en plus vulnérable ».

Il y a lieu de penser que les deux collectivités ont dû vendre leurs moyens de production pour pouvoir surmonter la crise.

La collectivité A est revenue après la sécheresse au même niveau de prospérité qu'auparavant, et a désormais de meilleures capacités pour surmonter les crises futures. Elle a donc su tirer les enseignements de la crise et prendre des décisions pertinentes. Elle est considérée comme « résiliente ».

Cette illustration montre clairement l'importance d'une gestion active au niveau des individus et/ou des ménages. Les collectivités ne deviennent pas plus résilientes lorsqu'on se contente d'investir dans des mécanismes de protection et de prévention (par ex. prévention des catastrophes naturelles), mais seulement si elles agissent comme des systèmes apprenants en trois temps, à savoir analyser, décider, agir, tout en tirant parti des mécanismes de prévention. L'objectif de la coopération au développement doit donc être de soutenir les ménages des zones rurales de façon à faire en sorte qu'ils aient accès aux mécanismes de prévention tout en étant en capacité de prendre de bonnes décisions sur la base d'analyses pertinentes.

## Plaidoyer pour un appui à la résilience dans la coopération au développement

De façon générale, on peut dire qu'en cas de chocs, une aide peut être apportée dans l'urgence par des prestations de transfert à titre temporaire et la fourniture de moyens de production (par ex. reconstitution de troupeaux, semences, outillages). Idéalement, de telles mesures devraient être intégrées dans des stratégies de long terme par le gouvernement et/ou les donateurs. Cela est fréquemment le cas,

mais souvent, les approches ne sont pas à la hauteur de la complexité des problèmes.

Il apparaît clairement que la résilience est un phénomène qui ne doit pas être abordé de manière unidimensionnelle et qui ne peut être induit au moyen de mesures isolées : des mesures de construction pour la prévention des catastrophes naturelles, de nouvelles plantations dans l'écosystème ou les systèmes d'irrigation, des greniers alimentaires sont autant de mesures planifiées et mises en œuvre par les collectivités locales et/ou par l'administration qui peuvent prémunir contre les catastrophes et les crises ou pour le moins en réduire les effets négatifs. Mais de telles mesures ne sont pas *per se* génératrices de résilience. Il existe un autre facteur d'une importance particulière, à savoir les décisions prises par les individus pour éviter les chocs futurs ou surmonter les crises actuelles. Les décisions reposent sur la capacité d'action, mais supposent aussi des connaissances et la volonté d'agir. Promouvoir la résilience, c'est accompagner et renforcer les individus dans leur capacité de décision et d'action<sup>10</sup>.

Pour promouvoir la résilience, il est donc nécessaire que l'État et la coopération au développement investissent dans des mesures

- qui stabilisent l'environnement naturel et économique des populations (par ex. écosystèmes, production agricole, accès aux marchés) ;
- qui protègent mieux les individus (systèmes d'information, systèmes d'alerte précoce, bâtiments, assurances agricoles, systèmes de protection sociale) ;
- qui aident les individus à survivre pendant et après la crise (aide sociale, reconstruction) ;
- qui soutiennent les individus dans leurs efforts pour mettre en œuvre des mesures d'adaptation et de transformation (nouveaux systèmes culturels et de stockage, nouvelles espèces, instruments de financement, sources de revenus alternatives).

Au regard de la définition et de la vision décrites plus haut, on peut tirer la conclusion suivante :

L'État et la coopération au développement ne peuvent renforcer la résilience de systèmes sociaux que si les personnes concernées sont réellement à même de s'investir en tant qu'acteurs. Toutefois, ils ne peuvent qu'apporter leur soutien, car la responsabilité de renforcer la résilience appartient avant tout à l'individu lui-même.

Au moyen d'exemples sélectionnés, les fiches thématiques ci-après mettent en évidence le rapport existant concrètement entre les mesures de développement rural et le renforcement de la résilience.

<sup>10</sup> Zahn et Wegner (GIZ) : Resilience - buzzword or new guiding framework? GIZ Cross-Sectoral Workshop, Sept 30 - October 1, 2013 2013

---

Publié par

Deutsche Gesellschaft für  
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH  
Siege de la société  
Bonn und Eschborn  
Allemagne  
Projet Sectoriel Développement rural (ELR)  
Projet Sectoriel Agriculture Durable (NAREN)  
Projet Sectoriel Lutte contre la désertification (CCD)  
Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5  
65760 Eschborn  
T +49 61 96 79-0  
F +49 61 96 79-11 15  
rural.development@giz.de  
www.giz.de

Mandaté par

Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du  
Développement (BMZ)  
Mission Un seul Monde sans faim

Adresses postales  
des deux sièges du  
Ministère

BMZ Bonn	BMZ Berlin   Im Europahaus
Dahlmannstraße 4	Stresemannstraße 94
53113 Bonn	10963 Berlin
T +49 (0)228 99 535-0	T +49 (0)30 18 535-0
F +49 (0)228 99 535-3500	F +49 (0)30 18 535-2501
poststelle@bmz.bund.de	
www.bmz.de	

Auteurs

Martin Sulser; Martina Wegner

Conception de la maquette

Katharina Schmitt

Situation

Janvier 2015

Le contenu de cette publication relève de la responsabilité de la GIZ.